

Natalie MALABRE, IA IPR Histoire-Géographie

nathalie.malabre@ac-lille.fr

Cyrille LARAT, IEN Lettres-Histoire

cyrille.larat@ac-lille.fr

Académie de Lille

VERS L'ENSEIGNEMENT D'UNE GÉOGRAPHIE PROSPECTIVE DES TERRITOIRES

Pourquoi l'enseignement d'une géographie prospective dans l'Académie de Lille ?

Le projet part d'un diagnostic et entend répondre à plusieurs problèmes que rencontrent les élèves de l'Académie de Lille et qui nuisent à leurs apprentissages comme à leur insertion citoyenne et professionnelle

- Une mobilité réduite des élèves qui entrave leur poursuite d'études et leur formation tant générale que professionnelle
- Des représentations erronées, souvent héritées, de leurs territoires, souffrant d'une image négative et perçus comme très vulnérables et peu attractifs
- Une méconnaissance des dynamiques territoriales régionales
- Un savoir scolaire « hors sol », sans lien avec les pratiques territoriales, souvent dénué de sens pour de nombreux élèves
- Un désengagement citoyen pour beaucoup d'entre eux

Pour quel objectif ?

L'objectif du projet est donc d'apprendre aux élèves à être de futurs acteurs du développement durable de leurs territoires et de préparer leur épanouissement professionnel et citoyen. Autant que possible, l'école doit les former à la connaissance et à la pratique de leurs territoires – et notamment ceux de proximité – et leur montrer comment ces territoires sont connectés au reste du monde. Changer les représentations des élèves sur leurs territoires permettra aussi de faciliter les mobilités.

Comment ?

Dans le secondaire, seule la géographie enseignée aborde l'analyse des territoires. Parce que cet enseignement disciplinaire aborde les grands concepts qui permettent de saisir dans leur complexité les territoires et leurs enjeux, mais aussi parce qu'il autorise une appréhension concrète de l'organisation des

territoires des élèves, depuis *L'espace proche* en 6° à *La Région* en 3°, 1^{ère} et Terminale professionnelle, à travers une mise en relation des échelles régionale, nationale, européenne et mondiale, il constitue le meilleur support de formation pour que les élèves accèdent à une connaissance opératoire de leurs territoires.

Le projet vise à réinterroger les contenus des programmes de géographie et en modifier les mises en œuvre pour ancrer les pratiques de classe dans une pédagogie active et les centrer sur un objectif citoyen. Il s'agit de permettre aux élèves de travailler l'« habiter » ou l'« aménager » de leurs territoires en les impliquant dans l'élaboration de scénarios prospectifs. Placé en acteur du développement durable, l'élève pourrait ainsi se projeter dans un/des avenir(s) possible(s) de ses territoires et s'en emparer de manière positive.

Déjà des partenariats construits

Au niveau national

L'ex-DATAR, devenue le 2 avril 2014 **Commissariat Général à l'Égalité des Territoires**. Une Convention de partenariat a été signée.

<http://www.datar.gouv.fr/le-decret-de-creation-du-commissariat-general-l-egalite-des-territoires-cget-est-paru-au-jo-du-2-avr>

<http://territoires2040.datar.gouv.fr/>

L'Institut Français de l'Éducation

L'Académie de Lille est désormais devenue un Lieu d'Éducation Associé à l'IFÉ. C'est Michel Lussault, président de l'IFÉ, professeur à l'École normale supérieure de Lettres et Sciences Humaines de Lyon, qui suivra les travaux de géographie prospective de l'Académie.

<http://ife.ens-lyon.fr/ife>

Au niveau régional

La **Direction du Développement durable, de la Prospective et de l'Évaluation de la Région Nord-Pas-de-Calais**, service dirigé par Pierre-Jean Lorens.

Un professeur missionné sera chargé de didactiser les outils produits par la Région et de les mettre à disposition des enseignants de l'Académie.

Euralens

Une convention de partenariat a été signée avec l'Académie et les liens sont assurés par un professeur missionné.

<http://www.euralens.org/>

Déjà des classes et des enseignants au travail dans différents établissements de l'académie

La plupart des professeurs qui mènent les premières expérimentations en classe sont membres d'un groupe de réflexion académique, encadré par l'inspection territoriale et suivi par Michel Hagnerelle, Inspecteur Général de l'Éducation Nationale. Ils entrent aussi dans le dispositif du LÉA.

Le caractère innovant du projet a été validé au niveau de l'Académie par le SEPIA (Soutien à l'Expérimentation Pédagogique et à l'Innovation dans l'Académie).

Des actions de formation ont eu lieu dès cette année dans le cadre de la formation continue des enseignants d'histoire et de géographie. Elles se poursuivront et se renforceront dans les deux années à venir.